

# La lettre

## de Philippe Tourtelier

Député PS de la circonscription de Rennes Nord

### À l'écoute et au service de tous



Visite de la MFR de Saint-Aubin-d'Aubigné.

### Disponible et présent sur le terrain



Réunion d'information avec l'URSSAF et les associations.



Visite de la prison de Rennes.

### Comment me contacter ?

Mes assistants parlementaires sont à votre disposition pour tous renseignements. Vous pouvez joindre :

- **Lucette Chemila, à la Permanence parlementaire**  
29D, avenue du Bois-Labbé 35000 Rennes  
Tél. : 02 99 55 80 84 - Fax : 02 99 55 18 28  
Mél : ph.tourtelier@wanadoo.fr
- **Brigitte Vivier**  
Tél. : 06 84 33 14 31
- **Jean-Claude Hardy**  
Tél. : 06 76 68 76 16
- **Albert Delehaye**  
À l'Assemblée Nationale  
126, rue de l'Université - 75355 Paris 07 SP  
Tél : 01 40 63 75 88 - Fax : 01 40 63 94 81  
Mél : ptourtelier@assemblee-nationale.fr

### "L'Europe, et maintenant ?"

Je vous invite à assister à une soirée-débat avec **Bernard Poignant**  
Député Européen  
Jeudi 30 mars, 20h30  
Salle polyvalente à La Mézière

### Présence sur les marchés

- **Mardi 31 janvier, 10h : Hédé** • **Jeu 2 février, 9h : Alexis Carrel** ; **11h : Melesse** • **Samedi 4 février, 11h : Saint Domineuc** • **Dimanche 5 février, 10h30 : Betton** • **Lundi 6 février, 9h30 : Combourg** • **Mardi 7 février, 9h : Le Gast** ; **11h : Saint-Aubin d'Aubigné** • **Mercredi 8 février, 9h : Saint-Grégoire** ; **10h15 : Tinténiac.**

### L'agenda des réunions publiques

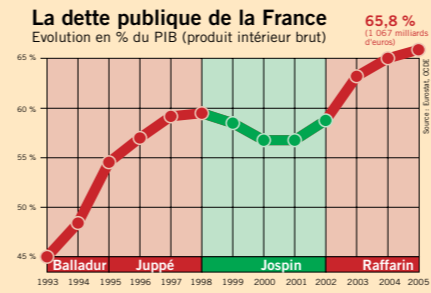
<b>SAINT-GREGOIRE</b> Lundi 20 février à 20h30 Club des retraités	<b>SAINT-MEDARD-SUR-ILLE</b> Mercredi 22 février à 18h30 Salle des Fêtes	<b>RENNES NORD</b> Jeu 23 février à 20h30 Salle familiale Maison de Quartier de la Bellangerais
<b>SAINT-DOMINEUC</b> Mardi 21 février à 18h30 Salle polyvalente	<b>SAINT-LEGER DES PRES</b> Mercredi 22 février à 20h30 Salle de la Mairie	<b>RENNES CENTRE</b> Ven 24 février à 20h30 Café citoyen au "Scaramouche" 3 bis rue Duhamel à RENNES CENTRE
<b>BAZOUGES-SOUS-HEDE</b> Mardi 21 février à 20h30 Mille Club	<b>RENNES NORD-EST</b> Jeu 23 février à 18h30 Salle Granit Maison de Quartier de Maurepas	

### Philippe Tourtelier réagit

#### Un bouclier fiscal pour protéger les riches :

Les 2/3 de l'allègement fiscal au bénéfice de 14 000 contribuables soumis à l'impôt sur la fortune.

#### Depuis 2002, la dette est repartie à la hausse



#### Délinquance

##### 5% d'augmentation des violences physiques en 2005.

On ne règle pas les problèmes de délinquance par un vocabulaire agressif ou des opérations coup de poing.

Il faut réhabiliter la police de proximité et rétablir l'égalité républicaine.

#### Prisons

##### C'est d'abord la surpopulation qui crée la récidive.

Développons les peines de substitution et donnons les moyens pour la réinsertion.

#### L'insécurité à l'école

**2002 : 96 000 éducateurs et surveillants dans nos écoles ; 2005 : 60 000...**

Comment s'étonner de la montée de l'insécurité et de la baisse du civisme ?

Venez en parler en réunion publique ou sur [www.philippe-tourtelier.fr](http://www.philippe-tourtelier.fr)

## Une Europe forte, un projet exaltant

L'année 2005 restera l'année du malentendu dans la gauche française sur le projet de Traité constitutionnel européen. Avec les mêmes objectifs (une Europe moins libérale et plus sociale), les uns ont vu un risque de "constitutionnalisation" des traités économiques d'essence libérale et ont appelé à voter non. D'autres ont vu au contraire la proposition d'une Europe plus politique (renforcement des pouvoirs du Parlement) et plus sociale (Charte des droits fondamentaux) et ont appelé à voter oui. Au niveau national, le non l'a emporté.



Depuis, il faut bien le constater, l'Europe est "en panne" avec une concurrence fiscale et sociale intacte. Et pourtant nous avons besoin d'une Europe forte car au niveau mondial, les négociations se font de plus en plus au niveau "continental" avec l'Inde, la Chine, le Brésil, les USA... ou les pays émergents. Compte tenu des enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la planète, il ne faut plus espérer que chaque État européen tire son épingle du jeu indépendamment des autres comme au 20<sup>e</sup> siècle. Pour lutter ensemble pour un développement planétaire durable, c'est-à-dire équitable socialement et compatible avec notre environnement, il nous faut parler par la voix d'une Europe elle-même "durable", et politiquement forte. Mais là nous sommes d'accord puisque le projet de Traité n'était qu'un moyen. C'est la réaffirmation de cet accord au sein du Parti socialiste lors du Congrès du Mans qui a permis la "syn-

thèse"... Il nous reste maintenant à bâtir sereinement un projet, avec les forces de Gauche, pour que la France, gouvernée à gauche, puisse peser pour une Europe plus sociale et plus démocratique. Il nous faut aussi discuter avec les autres partis socialistes européens. Pour atteindre les mêmes objectifs, chacun a imaginé et expérimenté ses propres solutions, et il faut confronter les propositions de la gauche française avec celles des gauches européennes en termes de réussites et de limites. Nous sommes très loin des querelles à propos des "présidentiables". Affirmons d'abord notre projet, pensons à tous les jeunes qui parcourent l'Europe et participons à la définition et à la construction d'une Gauche répondant aux défis de la mondialisation. Pour être efficace au 21<sup>e</sup> siècle, la Gauche doit être à la fois locale, nationale, européenne, et internationale : vaste chantier, mais chantier exaltant !

### Circonscription de Rennes Nord

Rennes	Combourg	Meillac	Hédé	Langouet
Betton	Bonnemain	Saint-Léger-des-Prés	Bazouges-sous-Hédé	Lanrignan
La Chapelle-des-Fougeretz	Cuguen	Saint-Pierre-de-Plesguen	Dingé	Québriac
Montgermont	Lanhélin	Trémeheuc	Guipel	Saint-Gondran
Saint-Grégoire	Lourmais	Tressé	La Mézière	Saint-Symphorien

## Forfait 18 € : les malades ponctionnés

Non content de mettre les Français à contribution pour les soins courants, le Gouvernement ponctionne les malades en instaurant un forfait de 18 € à la charge des organismes complémentaires. Mieux vaut être riche et bien portant !

## L'école, la mal aimée

Budget 2006 : suppressions d'emplois massives alors que les départs d'enseignants à la retraite s'amplifient, coupes dans l'enseignement professionnel pourtant en hausse constante d'élèves, scolarité ramenée à 14 ans pour certains jeunes au prétexte de faciliter l'apprentissage et remise en cause des zones d'éducation prioritaires à la faveur de la "crise" des banlieues : le bricolage et les contradictions du gouvernement.

## Budget 2006 : irresponsable

Le déficit budgétaire augmente, la dette publique explose, les collectivités locales sont étranglées et pourtant le gouvernement poursuit sa réforme fiscale en faveur des contribuables les plus aisés.

## Amendement "Emmaüs"

Une taxe devait permettre le financement des structures d'insertion sociale assurant la collecte et le traitement des textiles usagés. Le gouvernement et les sénateurs UMP ont supprimé cette mesure préférant les intérêts des distributeurs à la solidarité et au développement durable.

## A l'assemblée nationale

# L'effet de serre : une véritable menace

Une Mission d'information sur l'effet de serre a été créée le 26 octobre 2005 à l'Assemblée nationale. Philippe Tourtelier, par ailleurs membre du Conseil d'orientation de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC), a été désigné Secrétaire de la Mission qui a commencé ses travaux en novembre.



Le changement climatique est un phénomène général de réchauffement de la planète. À terme, il peut mettre en cause la survie de l'Humanité. C'est pourquoi a été mis en place un Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) pour étudier ce phénomène. Ce qui n'était qu'une hypothèse en 2001 devient une certitude : le récent réchauffement climatique résulte bien de l'activité humaine (ère industrielle et augmentation de la population mondiale).

Le réchauffement sera au 21<sup>e</sup> siècle au minimum de 1,5° C et ceci à condition que nous prenions dès maintenant les mesures nécessaires pour diminuer nos émissions de gaz à effet de serre. Si nous ne réagissons pas collectivement et rapidement, le thermomètre pourrait grimper de 6° C, voire plus en cas de rupture sur les grands stabilisateurs du climat (océans, forêts, sols...). Le lien entre le réchauffement climatique et l'intensité et la fréquence des événements naturels extrêmes (ouragans, sécheresses, inondations...) n'est pas encore avéré, mais de plus en plus crédible. Une quasi certitude : à partir de 2050, l'été connu en 2003 en France sera probablement la norme... On voit immédiatement les consé-

quences économiques, environnementales et sociales de ces perspectives. Ceux qui s'adapteront le moins bien seront, comme toujours, les plus faibles, c'est-à-dire les plus pauvres. Les répercussions seront importantes en France et dans le monde. Elles contribueront à changer les rapports de force internationaux. Le

contrôle en particulier de l'approvisionnement en eau deviendra essentiel. Des "migrations climatiques" seront probablement inévitables.

Certains prévoient des scénarios catastrophes avec des tensions internationales. D'autres, sans nier ces risques, sont plus optimistes car ils pensent que pour la première fois de son histoire, l'Humanité est confrontée collectivement à la question de sa survie et que – nécessité fait loi – ceci peut favoriser l'émergence d'une gouvernance mondiale.

Les faits sont là. Face à ce problème "global", il faudra commencer par "agir local", dans nos comportements quotidiens (choix énergétiques, déplacements, consommation citoyenne...)

Il ne faut plus parler en termes uniquement quantitatifs (croissance ou décroissance), mais en termes qualitatifs : le développement.

Avec une loi sur l'énergie bien timide sur la promotion des énergies renouvelables, un Plan Climat trop souvent simplement déclaratif, ou un plan "véhicule propre" qui n'a pas osé taxer les 4 X 4, le gouvernement ne semble pas avoir pris la mesure de l'enjeu : le budget du ministère de l'écologie et du développement durable ne représente que 0,4 % du budget total de la France. Et pourtant il y a urgence à agir.

## Dans la circonscription



# Fraternité : le rôle fondamental des associations

Après les "émeutes urbaines", le premier ministre a annoncé le rétablissement des subventions aux associations qui oeuvrent dans les quartiers, reconnaissant ainsi leur rôle fondamental pour le "bien vivre ensemble". Dans nos communes, nous le savons bien : les associations permettent de mieux se connaître, de partager des passions communes, de faire des propositions... Fondées sur le bénévolat, elles jouent un rôle irremplaçable dans l'expression de la citoyenneté.

Le cadre associatif permet très facilement à un groupe qui partage les mêmes objectifs de se mobiliser pour répondre collectivement à des besoins. Ainsi beaucoup d'associations se sont créées par exemple pour assurer des services à la personne (personnes âgées ou en situation de handicap, jeunes en difficulté...). Elles sont indispensables au lien social. Et pourtant, depuis trois ans, l'État se désengage de l'aide aux associations. Dans les domaines médico-social, culturel ou sportif, en particu-

lier depuis la suppression des emplois jeunes, beaucoup d'associations ne peuvent plus mettre en œuvre l'adaptation des politiques nationales. Pour ce qui est de l'environnement, la faiblesse du budget du ministère de l'écologie ne permet plus de conforter les associations engagées dans les défis majeurs du 21<sup>e</sup> siècle : réchauffement climatique, maîtrise de l'énergie, biodiversité, prévention des risques... Dernière attaque : au budget 2006, 800 postes mis à disposition par le ministère de l'Education aux associations dans le domaine éducatif et périscolaire sont supprimés, ceci au moment où chacun s'accorde à dire, que pour renforcer l'éducation à la citoyenneté des jeunes, il faut développer les liens entre l'école et les autres lieux de la vie sociale, des activités sportives, de loisirs, culturelles, et du "temps libre"... Dans tous ces domaines, n'attendons pas la crise pour redécouvrir qu'une République fraternelle a besoin des associations.

## Femmes : inégalités au travail

Les femmes représentent 80 % des bas salaires et sont payées en moyenne 20 % de moins que les hommes. Le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre femmes et hommes n'est qu'un cache misère, sans réelle volonté d'instaurer l'égalité professionnelle. Malgré de timides avancées, les disparités de rémunérations ont encore de beaux jours devant elles, ainsi que le temps partiel subi, fléau d'un grand nombre de femmes. Le groupe socialiste n'a pas voté le texte, le gouvernement n'ayant pas retenu ses amendements.

## Sous emplois sans garanties

Avec le Contrat première embauche, extension du Contrat nouvelle embauche à toutes les entreprises, le Gouvernement n'offre plus que des emplois précaires aux jeunes. Cette main-d'œuvre bon marché devient une variable d'ajustement permettant aux entreprises d'embaucher sans contrainte et de licencier sans motif pendant deux ans. Avec le "CDD des seniors", il prépare petit bout par petit bout, la fin du Contrat à durée indéterminée, la précarité pour tous et rétablit le travail à la journée !

## Chasse aux chômeurs

Les demandeurs d'emploi sont dans la ligne de mire : chaque mois en ce moment, plus de 30 000 chômeurs sont radiés des listes de l'ANPE à force d'artifices statistiques. Beaucoup d'entre eux deviennent allocataires du RMI, qui compte plus de 1 200 000 personnes, un niveau record depuis son instauration en 1988. Un tour de passe-passe inquiétant.

Vignoc  
Saint-Aubin  
-d'Aubigné  
Andouillé  
-Neuville

Aubigné  
Chevaigné  
Feins  
Gahard

Melesse  
Montreuil-le-Gast  
Montreuil-sur-Ille  
Mouazé

Romazy  
St-Germain-sur-Ille  
St-Médard-sur-Ille

Sens-de-Bretagne  
La Baussaine  
Vieux-Vy-sur-Couesnon  
Tinténiac

La Chapelle-aux-Filtzméens  
Longaulnay  
Plesder  
Pleugueneuc

Saint-Domineuc  
Saint-Thual  
Trévérien  
Trimer